

## FO Agriculture a été reçue par le ministre de l'agriculture Didier GUILLAUME le 14 novembre 2018

### IMPRESSION PLUS QUE MITIGÉE !

La délégation **FO Agriculture** était composée de Patrice MAITRE, Jean Christophe LEROY, Christine HEUZE, Stéphane TOUZET et Jean-Luc BOULENGIER

#### L'introduction du ministre a donné tout de suite le ton de cette entrevue.

En introduction de cet entretien bilatéral, le ministre a exprimé sa ferveur et sa solidarité totale avec la politique gouvernementale et AP 2022 !

Pour lui, deux objectifs sont prioritaires :

- l'enseignement agricole. C'est, dit le ministre, « *un joyau qui concerne de moins en moins d'élèves et il faut inverser cela pour enseigner l'agriculture* » ;
- la rémunération des agriculteurs et la lutte contre l'agribashing.

Le ministre souhaite un dialogue social franc et sincère avec chacun dans son rôle et à sa place.

Nous nous verrons autant que nécessaire. Les OS doivent aussi être des capteurs d'information essentiels à la gouvernance de ce ministère.

**FO Agriculture** avance à son tour les sujets qu'elle souhaite aborder. Nous rappelons que **FO** est la 2ème organisation syndicale de ce ministère et la 1ère dans les DDI qui sont les bras opérationnels des politiques agricoles et sanitaires.

**FO Agriculture** a donc exprimé sa surprise que ces politiques ne soient pas jugées prioritaires, alors que pour le sanitaire, le précédent ministre issu de la même majorité, avait exprimé sa priorité qui s'était traduite dans le projet de loi de finances 2019 et s'était engagé à résoudre, enfin, les difficultés récurrentes dans les services d'économies agricoles.

Sur AP 2022, tout en attendant les décisions du Premier ministre, **FO Agriculture** a affirmé son opposition à toutes mesures qui affaibliraient le service public au plus près des acteurs de l'agriculture et des consommateurs. Les projets préfectoraux, plus ou moins délirants, entraîneront des applications différentes des missions d'un département à l'autre et aura pour conséquence la fin de l'égalité de traitement, base même de la République !

Comme **FO Agriculture** n'est pas dupe sur les baisses drastiques qui auront lieu dans les exercices budgétaires 2020, 2021 et 2022, il faudra quand même poser l'équation : « on renforce et on priorise les missions et on baisse les effectifs et les moyens financiers ». Tout le monde sait que cette équation sera impossible à résoudre, sauf à faire un « tour de passe-passe » qui consistera à recruter des personnels de statut précaire.

AP 2022 est aussi une menace pour le dialogue social. Alors que celui-ci est encore satisfaisant dans ce ministère, demain :

- fusionner le CT et le CHSCT, entraînera bon nombre de difficultés, dans la gestion des risques liés, par exemple, aux missions de contrôles et la responsabilité juridique des inspecteurs ;
- vider de ses prérogatives (mobilités et promotions) les CAP nationales entraîneront bon nombre de blocage dans vos services. L'amélioration du parcours professionnel et la fluidité des mobilités seront à coup sûr freiner par l'arbitraire local.

Si nous rajoutons les conséquences catastrophiques de l'application du PPCR, qui entraîne sans ambiguïté dans la durée, une baisse de revenu et un allongement, voire des inversions de carrière. Si enfin, nous complétons par cette « usine à gaz » et à frustration qui s'appelle le RIFSEEP, vos personnels n'auront plus de repères et encore moins de perspectives.

**FO Agriculture** demande à son ministre de reprendre la main sur la politique RH et désavoue la mise sous « coupe » par la fonction publique et demain des préfets.

Sur l'enseignement agricole, **FO Agriculture** a réaffirmé son maintien de celui-ci au MAA pour conserver les connexions entre les agriculteurs et les filières. **FO Agriculture** s'interroge sur l'avenir d'ONIRIS et le rapprochement des 3 écoles « agro ». **FO Agriculture** demande de faire le point sur le statut des directeurs.

Sur les autres missions, la sécurité sanitaire des aliments, l'agro écologie, **FO Agriculture** demande au ministre de réaffirmer que ces missions font bien parties des prérogatives et des priorités de ce ministère. Concernant la sécurité sanitaire en particulier, **FO Agriculture** alerte le ministre sur les problèmes croissants en matière de responsabilité juridique des inspecteurs face aux difficultés à assumer leurs missions et souligne l'importance du statut et de la qualification des personnels.

Enfin **FO Agriculture** a attiré l'attention sur les situations contrastées des différents opérateurs et surtout abordé le sujet de l'ONF où le problème de gouvernance et l'absence de dialogue social entraîne cet établissement dans une impasse. Pour **FO Agriculture** il faut sortir de ce borbier qui pénalise l'avenir de cet établissement.

En réponse le ministre trouve **FO** « pessimiste », notamment quand il évoque une sortie d'un cadre républicain ou du borbier de l'ONF.

Selon le ministre : « avoir les moyens ne se résume pas au budget. Ce n'est pas moi qui ai fait celui de 2019, mais je le trouve très bon dans le contexte actuel ». Il est constant !

Il faut mettre en place les transitions dont l'économique qui permettent à la « ferme » France de s'en sortir. L'Europe en est une clef, mais on n'a pas pris les mesures nécessaires pour donner un revenu aux agriculteurs. Le gouvernement doit tenir un discours positif.

Comme il n'y a plus de « grain à moudre » alors il faut réformer. Demain il y aura moins de fonctionnaires, mais notre ministère est de ceux qui réduisent le moins, le nombre d'agents. La baisse de 50 ETP dans l'enseignement agricole est adaptée à la baisse des élèves mais nous allons communiquer.

Toujours d'après notre ministre : « nous allons réformer et le dialogue social peut et doit fonctionner sous d'autres formes ».

L'agroécologie est essentielle. Pour la première fois, c'est le ministre de l'agriculture qui est allé défendre, au parlement, le budget de l'enseignement agricole. Concernant ONIRIS, des réunions sont programmées et le ministre précise que le dossier sera réglé dans les jours qui viennent. Il en sera de même pour les autres dossiers comme l'ONF ou l'amélioration du statut d'emploi des directeurs.

Le rapprochement des écoles de l'enseignement supérieur présente plusieurs sujets et le ministre veut protéger ce domaine en créant de gros établissements au « top niveau ».

Concernant le « sanitaire », la demande sociétale est croissante et irréversible. Nous avons besoin de procédures et d'établissements performants. Concernant les difficultés juridiques rencontrées par des agents, le ministère doit être protecteur de ses personnels et nous allons y travailler.

En conclusion **FO Agriculture** ressort déçue de cet entretien. Notre ministre confirme la politique gouvernementale et se félicite de la mise en place d'AP 2022 tout en condamnant la RGPP. Allez comprendre !

Nous nous attendions quand même à un message de soutien voire de la compassion pour tous nos collègues qui œuvrent tous les jours dans des conditions difficiles afin que les missions soient effectuées. Pire, nous l'avons trouvé plus que provocateur quand il nous a dit : « Je suis pour l'équité républicaine qui, contrairement à l'égalité, prend en compte les différences. Par contre je ne peux pas admettre que des aides de 2016 ne soient pas payées, tant pis si en disant cela je critique un service »

Pour **FO Agriculture** c'est plus que déstabilisant et très dangereux de mettre un service dans l'incapacité d'atteindre un objectif et ensuite le lui reprocher !

Il y a nécessité de renforcer le rapport de force avec ce gouvernement.

En votant FO le 6 décembre vous saurez que vous êtes réellement défendu.

Suivez toute l'actualité sur notre site : [fo-agriculture.fr](http://fo-agriculture.fr)

JE NOUS  
PUBLIC TOUS  
**FO!**

